



**PRÉFÈTE  
DE LA HAUTE-MARNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Grand Est**

**Unité Départementale Aube - Haute-Marne**

**CHAUMONT, le 9 avril 2026**

**Nos réf. : SHM/TA/MT n° 26 - 99**

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 19/03/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**EOLIENNES HAUT VANNIER SAS**

52500 FAYL-BILLOT

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19 mars 2026 dans l'établissement ÉOLIENNES HAUT VANNIER SAS implanté RN 19 - 52500 FAYL-BILLOT. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Le jugement de la Cour Administrative d'Appel de NANCY en audience du 18 décembre 2025 et la décision du 30 décembre 2025 annulent :

- le jugement n° 1501817 du 12 décembre 2019, premier jugement du tribunal de CHÂLONS-EN-CHAMPAGNE qui en application de l'article L. 118-18 du code de l'environnement, a sursis à statuer sur les conclusions à fin d'annulation de l'arrêté du 9 mars 2015 pour permettre l'édiction d'une autorisation d'exploiter modificative destinée à régulariser le vice tenant au caractère incomplet du dossier soumis à l'enquête publique concernant les capacités financières de l'exploitant ;
- l'arrêté préfectoral n° 995 du 9 mars 2015 portant autorisation d'exploiter des installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent par la société HAUT-VANNIER sur les communes de FAYL-BILLOT, PIERREMONT-SUR-AMANCE et PRESSIGNY ;
- l'arrêté préfectoral n° 2288 du 5 juillet 2019 portant prescriptions complémentaires à l'arrêté préfectoral n° 995 du 9 mars 2015 portant autorisation d'exploiter des installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent par la société HAUT-VANNIER sur les communes de FAYL-BILLOT, PIERREMONT-SUR-AMANCE et PRESSIGNY.

Au 30 décembre 2025, le parc éolien du HAUT-VANNIER ne dispose plus de l'autorisation d'exploiter le parc dont la construction a été validée par permis de construire du 28 juillet 2015.

La visite d'inspection est menée dans le cadre de cette décision juridique afin, d'une part, de vérifier l'arrêt effectif des machines et, d'autre part, de demander à l'exploitant de régulariser sa situation administrative.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- EOLIENNES HAUT VANNIER SAS
- RN 19 - 52500 FAYL-BILLOT
- Code AIOT : 0005704588
- Régime : Néant
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le parc HAUT VANNIER, constitué de 17 éoliennes, a été autorisé en 2015. Les travaux de construction ont démarré en 2020, mais ils ont été suspendus dans le cadre d'un contentieux. Le parc a été mis en service en 2021 puis l'exploitation a été suspendue en 2024.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Contrôles administratifs et mesures de police administrative	Code de l'environnement du 23/03/2026, article L. 171-7	Mise en demeure, dépôt de dossier	12 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	Décision d'exécution du 30/12/2025, article 1	Sans objet
3	Dispositions constructives	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 8	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a permis de vérifier l'arrêt effectif de l'ensemble des éoliennes.

L'inspection propose de mettre en demeure l'exploitant de régulariser la situation administrative de l'installation en déposant un dossier de demande d'autorisation environnementale dans les 12 mois.

L'exploitant a informé l'inspection des installations classées sur le risque qu'engendrait un arrêt prolongé des machines sur leur intégrité technique.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Situation administrative

<b>Référence réglementaire :</b> Décision d'exécution du 30/12/2025, article 1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Annulation de l'autorisation d'exploiter
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le jugement n° 1501817 du 12 décembre 2019, l'arrêté du préfet de la Haute-Marne du 9 mars 2015 et l'arrêté modificatif du 5 juillet 2019 sont annulés.
<b>Constats :</b>  Au 30 décembre 2025, le parc éolien du Haut-Vannier ne dispose plus d'autorisation d'exploiter le parc dont la construction a été autorisé par permis de construire du 28 juillet 2015.  L'inspection des installations classées a constaté que le parc éolien est à l'arrêt. L'exploitant a fourni par courriel du 24 mars 2026 les données de production des turbines du parc éolien du HAUT-VANNIER attestant de l'absence de production.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 23/03/2026, article L. 171-7
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Dépôt de dossier de régularisation
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I.-Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, lorsque des installations ou ouvrages sont exploités, des objets et dispositifs sont utilisés ou des travaux, opérations, activités ou aménagements sont réalisés sans avoir fait l'objet de l'autorisation, de l'enregistrement, de l'agrément, de l'homologation, de la certification ou de la déclaration requis en application du présent code, ou sans avoir tenu compte d'une opposition à déclaration, l'autorité administrative compétente met l'intéressé en demeure de régulariser sa situation dans un délai qu'elle détermine, et qui ne peut excéder une durée d'un an. Elle peut, en outre, ordonner le paiement d'une amende au plus égale à 45 000 € par le même acte que celui de mise en demeure ou par un acte distinct.</p> <p>[...]</p> <p>II.-S'il n'a pas été déféré à la mise en demeure à l'expiration du délai imparti, ou si la demande d'autorisation, d'enregistrement, d'agrément, d'homologation ou de certification est rejetée, ou s'il est fait opposition à la déclaration, l'autorité administrative ordonne la fermeture ou la suppression des installations ou ouvrages, la cessation de l'utilisation ou la destruction des objets ou dispositifs, la cessation définitive des travaux, opérations, activités ou aménagements et la remise des lieux dans un état ne portant pas préjudice aux intérêts protégés par le présent code.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La décision du 30 décembre 2025 de la cour administrative d'appel de Nancy ayant annulé l'autorisation d'exploiter, l'exploitant doit régulariser sa situation, soit en notifiant une cessation d'activité soit en déposant dans les meilleurs délais une nouvelle demande d'autorisation au titre de l'article L512-1 du code de l'environnement.</p> <p>L'inspection des installations classées proposera à la signature de Mme la Préfète un projet mettant l'exploitant en demeure de le faire.</p> <p>Comme le prévoit le point II de l'article visé, à l'expiration du délai imparti, l'autorité administrative ordonnera la suppression des installations et la remise des lieux dans l'état ne portant pas préjudice aux intérêts protégés par le code de l'environnement.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, dépôt de dossier
<b>Proposition de délais :</b> 12 mois

### N° 3 : Dispositions constructives

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 8
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Intégrité technique des aérogénérateurs
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'aérogénérateur est conçu pour garantir le maintien de son intégrité technique au cours de sa durée de vie. Le respect de la norme NF EN 61 400-1 ou IEC 61 400-1, dans leur version en vigueur à la date de dépôt du dossier de demande d'autorisation environnementale prévu par l'article L. 181-8 du code de l'environnement, ou « , pour un projet de renouvellement, dans sa version en vigueur à la date du dépôt d'un porter-à-connaissance auprès du préfet, ou le respect de » toute norme équivalente en vigueur dans l'Union européenne à l'exception des dispositions contraires aux prescriptions du présent arrêté, permet de répondre à cette exigence.</p> <p>Un rapport de contrôle d'un organisme compétent atteste de la conformité de chaque aérogénérateur de l'installation avant « la mise en service industrielle de l'installation ».</p> <p>En outre l'exploitant dispose des justificatifs démontrant que chaque aérogénérateur de l'installation « a fait l'objet du contrôle prévu à l'article R. 125-17 du code de la construction et de l'habitation ».</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant informe l'inspection des installations classées que l'arrêt des machines sur de longues périodes peut affecter les éléments structurels des aérogénérateurs. Il estime qu'un fonctionnement d'une heure par mois permettrait de garantir le maintien de l'intégrité technique des machines.</p> <p>L'inspection des installations classées à ce stade ne peut répondre favorablement à cette demande sans plus de justification technique et invite l'exploitant à déposer une demande spécifique accompagnée des éléments nécessaires.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite